

## Etre une femme commerçante coûte cher : réalité de la fiscalité des commerçantes du marché aux puces au Zimbabwe

Résumé du document de travail 93 par Wazona Ligomeka

La taxation des petits commerçants dans les pays en développement suscite de plus en plus d'intérêt dans la littérature académique comme dans l'arène politique. Cet intérêt est dû au fait que la part importante - et souvent grandissante - des petites entreprises dans de nombreux pays en développement, érode l'assiette fiscale officielle. Le Zimbabwe commence doucement à taxer de plus en plus ce secteur. En 2005, le pays a introduit un régime fiscal simplifié ciblant les petites entreprises, leur imposant de payer une taxe forfaitaire au lieu de la traditionnelle taxe professionnelle. Au début, seulement un nombre limité d'entreprises étaient concernées par la taxe forfaitaire. Mais en 2011, d'autres types de petites entreprises ont été ajoutés au régime. L'intérêt de taxer le secteur des petites entreprises vient de l'augmentation progressive mais significative du nombre de petits commerçants et de la réduction dans les recettes fiscales formelles qui résulte de la baisse d'activité économique. Le secteur informel au Zimbabwe est le deuxième plus grand au monde en pourcentage de son économie avec 60.6% de son économie engagée dans les petites entreprises.

Cependant, même si la volonté de taxer les petites entreprises plus largement augmente au Zimbabwe, la réalité de la fiscalité dans ce secteur n'est pas claire. Cette étude vise à apporter des réponses aux questions suivantes :

1. Quels types de taxes les commerçants des marchés aux puces paient-ils au Zimbabwe ?

2. Quelle proportion de son revenu un commerçant de marché aux puces paie-t-il en taxe ?

3. Y a-t-il une disparité liée au sexe dans la fiscalité des commerçants des marchés aux puces ?

### Méthodologie et données

Cette étude utilise une méthode mixte impliquant : des sondages individuels, des entrevues individuelles approfondies pour des données qualitatives, et des discussions avec des groupes ciblés. La population ciblée comprend les petits commerçants et petites commerçantes travaillant à temps plein sur les 48 marchés aux puces répertoriés à Harare et Bulawayo. Les sondages ont suivi un questionnaire structuré, développé en utilisant les données bibliographiques et les précédents travaux sur la fiscalité informelle. Au total 448 petits commerçants et commerçantes ont participé à l'enquête. Des entretiens détaillés ont eu lieu avec le ministère des finances et du développement économique, le ministère des petites et moyennes entreprises, la Zimbabwe Revenue Authority (ZIMRA), les collectivités et conseils locaux, et les associations de résidents et de commerçants. Cinq discussions ont été menées avec des groupes ciblés – trois à Harare et deux à Bulawayo. Les entretiens détaillés, les enquêtes et les discussions de groupes ont tous eu lieu en décembre 2017 et janvier 2018.

“ La plupart des commerçants opérant sur les marchés aux puces supportent de plus grandes charges fiscales en comparaison des salariés du secteur formel qui sont assujettis à l'impôt sur le revenu, ou les sociétés qui sont assujetties à la taxe sur les sociétés. ”

## Résultats

La recherche a généré cinq points principaux :

1. Les commerçants des marchés aux puces sont assujettis à des paiements similaires aux taxes en plus des taxes forfaitaires, telles que les frais de stockage, les frais de marché et les frais de toilettes. Donc, lorsque l'on considère la taxation du secteur du petit commerce, il est important de considérer tous les autres paiements que les commerçants règlent en marge des taxes formelles.
2. La plupart des commerçants des marchés aux puces sont également commerçants transfrontaliers. Cela fait qu'ils paient deux fois les taxes forfaitaires – une fois en tant que commerçant transfrontalier et une autre fois en tant que petit commerçant locataire d'une propriété pour leur commerce.
3. La plupart des commerçants opérant sur les marchés aux puces supportent de plus grandes charges fiscales en comparaison des salariés du secteur formel qui sont assujettis à l'impôt sur le revenu, ou les sociétés qui sont assujetties à la taxe sur les sociétés. Par exemple, un petit commerçant payant la taxe forfaitaire et ayant des bénéfices inférieurs à 20%, a un taux d'imposition effectif de 52% alors que le taux maximum de l'impôt sur le revenu est de 45% et celui de la taxe sur les sociétés 25%.
4. Les taxes payées par les commerçants des marchés aux puces sont régressives. Ceux qui gagnent plus ont une charge fiscale relative plus faible que ceux qui gagnent moins, contrairement aux contribuables redevables de l'impôt sur le revenu ou de la taxe sur les sociétés. Par exemple, si la marge bénéficiaire d'un petit commerçant est de 20%, un chiffre d'affaire brut de 200\$ génèrera un taux d'imposition de 65%, tandis qu'un revenu de 15 000\$ aura un taux d'imposition effectif de 50%.
5. Les femmes ont un taux d'imposition effectif plus élevé que les hommes car la plupart des femmes gagnent moins que les hommes et sont donc plus affectées négativement par le système d'imposition régressive. Ce

résultat souligne le fait que d'une manière indirecte, les femmes petites commerçantes sont sujettes à des pratiques fiscales différentes et plus lourdes que les hommes commerçants dans le même secteur professionnel et géographique.

## Implications politiques

Les résultats de cette étude comportent plusieurs implications politiques. Comme le gouvernement du Zimbabwe envisage de développer l'impôt forfaitaire à destination des petits commerces, il est important qu'il considère l'impact que les nouvelles taxes auront sur la croissance des petits commerces, et plus spécifiquement sur l'équité entre hommes et femmes. Certaines problématiques, qui permettraient d'introduire les taxes formelles dans les petits marchés de manière juste, peuvent être facilement traitées :

- L'introduction de taxes forfaitaires dans les marchés aux puces pourrait aller de paire avec l'exigence que les propriétaires de marché fournissent des toilettes et des lieux de stockage afin de réduire le poids injuste pesant sur les femmes. Ou bien le gouvernement pourrait augmenter le nombre de toilettes publiques dans et autour des marchés dans les villes.
- La procédure de paiement à la source consiste à émettre un reçu pour montrer que ces taxes ont été déduites. La Zimbabwe Revenue Authority (ZIMRA) devrait exiger des propriétaires, collectant les paiements de la taxe de leur locataire, qu'ils émettent un reçu. Les locataires qui ont déjà payé une taxe forfaitaire transfrontalière pourraient alors être exonérés de la taxe forfaitaire sur le paiement du revenu locatif, ou la ZIMRA pourrait rembourser les commerçants qui ont été doublement imposés.
- Le palier pour l'exonération de taxe forfaitaire transfrontalière devrait être assez élevé pour que les commerçants à faible revenu ne soient pas affectés. Le palier de 300\$ devrait être repoussé à 1 500\$ pour permettre aux petits commerçants, qui sont principalement des femmes, d'être exonérés de taxe forfaitaire transfrontalière, ce qui permettrait de réduire leurs charges fiscales.

## Bibliographie

**Citation:** Ligomeka, W. (2019) *Expensive to be a Female Trader: The Reality of Taxation of Flea Market Traders in Zimbabwe*, ICTD Research in Brief 34, Brighton, IDS

## Crédits

Cet article a été écrit par **Waziona Ligomeka**, doctorant à l'Institute of Development Studies, University of Sussex.

Ce document a été traduit de l'anglais par Cyrielle Havard-Bourdais

L'ICTD est financé avec l'aide britannique du gouvernement britannique et de la Fondation Bill & Melinda Gates; cependant, les vues exprimées ici ne reflètent pas nécessairement les politiques officielles des gouvernements du Royaume-Uni. Les lecteurs sont invités à citer et à reproduire le contenu de la série. En contrepartie, l'ICTD demande à être dûment citée et ces citations doivent être référencées comme ci-dessus.



L'ICTD est basé à l'Institut of Development Studies, Brighton BN1 9RE UK.

© ICTD 2019